

**Quand
se jouait le sort
de la paix
de Brest-Litovsk**

(Ivan Vratchev)

Le deuxième congrès des Soviets, qui a proclamé le 26 octobre le Conseil des commissaires du peuple, avait adopté un décret sur la paix qui répondait aux aspirations profondes de millions de soldats et de l'immense majorité de la population, qui ne voulait plus de la guerre.

Le gouvernement bolchevique lança donc un appel aux belligérants à engager de suite des négociations de paix. Les gouvernements français et anglais n'y répondirent pas et la presse aux ordres dénonça dans la proposition soviétique une trahison.

Les gouvernements allemand et autrichien y répondirent, une trêve fut proclamée, des négociations s'engagèrent à Brest-Litovsk, en Biélorussie, à la fin de décembre 1917.

Devant la brutalité des exigences allemandes, les cercles dirigeants du Parti bolchevique se déchirèrent : Lénine, partisan de signer la paix immédiate pour sauver la révolution en l'absence d'un mouvement révolutionnaire en Europe, fut largement mis en minorité ; les communistes de gauche, dirigés par Boukharine, Piatakov, Radek, étaient partisans, comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, alors alliés aux bolcheviks, d'une guerre de partisans contre l'impérialisme allemand ;

Trotsky, soucieux de la propagande auprès des ouvriers occidentaux, proposa de ne pas signer la paix, mais de cesser la guerre et de démobiliser une armée qui s'en allait d'elle-même en lambeaux et désertait en masse.

Lorsque l'armée allemande rompit l'armistice, le 18 février, le débat prit une forme aiguë, et, grâce au ralliement in extremis de Trotsky, la position de Lénine l'emporta de justesse.

La paix fut signée à Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

Le 11 mars 1918, les dirigeants de la jeune république soviétique quittaient Petrograd pour Moscou. La première décision prise dans la nouvelle capitale de la RSFSR — et elle était vitale — fut la ratification du traité de paix signé avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, le 3 mars précédent.

Ivan Iakovlevitch Vratchev, dont nous reproduisons ici l'interview, a été membre à 19 ans du présidium du comité exécutif central des soviets.

Il est nommé à 24 ans chef de la direction politique de l'armée du Caucase.

Il a participé aux travaux du I^{er} Congrès panrusse des soviets, où a été fondée l'URSS.

Dans les années 1920, Ivan Vratchev, partisan de Trotsky, a été exclu du parti, puis exilé. Il a participé à la Seconde Guerre mondiale comme soldat du rang, puis sergent et adjudant, et condamné, à la fin de la guerre, à 25 ans de camp à régime sévère, toujours pour son "passé trotskyste".

“Le pays a eu le répit dont il avait tant besoin”

• **Ivan Iakovlevitch, vous avez été membre du comité exécutif central des soviets au moment où le Parti bolchevique luttait pour un traité de paix avec l’Allemagne. Pouvez-vous nous parler de ces événements ?**

• Je vais commencer par un fait bien connu. Le 18 février 1918, l’Allemagne a violé l’accord d’armistice, faisant avancer ses troupes vers Petrograd. Ce qui créait une situation dangereuse, menaçante pour la capitale et pour la révolution dans son ensemble. Les divergences étaient vives à l’intérieur du Parti bolchevique ; en fait, le parti était au bord de la scission. Un mois plus tôt, Lénine, qui exigeait fermement qu’on cède aux prétentions exorbitantes de l’Allemagne et qu’on signe à tout prix une paix absolument indispensable à notre pays, avait été mis en minorité. Vladimir Ilitch s’était soumis à la majorité du comité central. Cependant, après le 18 février, il avait engagé une lutte déterminée pour la paix. Le peuple, épuisé par la guerre, avait besoin de souffler. Et Lénine le comprenait. Il considérait qu’on ne pouvait sacrifier le destin de la révolution.

• **En engageant les opérations militaires, l’Allemagne avait présenté un ultimatum. Quelle a été la réaction du gouvernement soviétique à cet ultimatum ?**

• On disposait de 48 heures de réflexion. Au palais de Tauride, à Petrograd, se tenaient des séances séparées du comité central du Parti bolchevique et du comité central des S-R de gauche, et des séances communes. Les fractions bolchevique et S-R de gauche du comité exécutif central des soviets avaient des réunions séparées et communes. C’était des journées dramatiques, elles sont restées à jamais gravées dans ma mémoire. C’est précisément à ce moment-là que j’ai eu, pour la première fois, l’occasion de parler à Lénine.

• **Comment cela s’est-il passé ?**

• Le 23 avril, Vladimir Ilitch est venu à une séance de la fraction bolchevique du comité exécutif central des soviets, alors que les débats tumultueux battaient leur plein dans une salle bondée. Jacob Sverdlov l’invita au présidium, mais Vladimir Ilitch refusa d’un geste de la main et resta debout près du mur, à côté d’un groupe de membres du comité exécutif central des soviets, dont je faisais partie. Nous avons invité Lénine à s’asseoir sur le banc. Il s’assit à côté de moi et me demanda à voix basse ce qui se passait à la réunion, qui était l’intervenant. Je commençais à répondre, Vladimir Ilitch m’écoutait attentivement. Ensuite, il m’a demandé : “Alors, et vous, vous êtes pour la paix ou pour la guerre ? — Je

suis pour la paix, Vladimir Ilitch. — C'est bien, nous ne pouvons pas nous passer de la paix, si dure soit-elle. Vous avez été à des meetings ces jours-ci ? Que disent les gens sur la paix et la guerre ?"

Je parlais à Lénine des meetings dans les unités de la garnison de Petrograd, de la répugnance des soldats à se battre, du fait qu'ils exigeaient la paix. *"Vous devriez raconter cela à la réunion"*, remarqua Lénine. Puis il me demanda à quel titre j'étais élu au comité exécutif central des soviets, qui je représentais, mais à ce moment-là l'orateur a terminé son intervention et Sverdlov a insisté pour que Lénine rejoigne le présidium.

• **Avez-vous suivi le conseil de Lénine ?**

• La conversation avec Lénine m'avait convaincu que c'était indispensable. Aussi, quand, à minuit passé, la réunion commune des fractions a commencé, j'ai tout de suite envoyé une note à Sverdlov, au présidium, en lui demandant de me donner la parole au nom des bolcheviks. Après une intervention démagogique de Riazanov (1), Sverdlov annonça : *"La parole est au camarade Vratchev pour une intervention au nom de la fraction bolchevique."*

J'ai commencé en disant que les soldats, fatigués de la guerre, ne voulaient pas se battre.

Polémiquant avec les S-R et les "communistes de gauche", je dis aussi que leur politique trouvait un écho favorable chez les impérialistes de l'Entente, ce dont témoignait l'interview de l'ambassadeur de France en Russie, dont je citais un passage.

Karl Radek (2) m'a ensuite violemment attaqué. Mais, dans une intervention brillante, passionnée et convaincante, Vladimir Ilitch démontra qu'il était indispensable de signer la paix. Ce fut le moment le plus fort.

Puis, commença le vote. On a voté d'abord dans des réunions de fraction séparées. La fraction bolchevique se prononça pour la résolution de Lénine, que Sverdlov déposa en séance plénière. Cel-

le-ci commença à trois heures du matin et s'acheva à 5 h 25 par un vote nominal. A 7 heures, le Conseil des commissaires du peuple dépêcha par radiotélégraphe son accord pour ratifier le traité aux conditions de l'Allemagne.

• **Une délégation gouvernementale a été, semble-t-il, envoyée ensuite à Brest-Litovsk ? Qui en faisait partie ?**

• A la demande de Lénine, la délégation était dirigée par Sokolnikov (3). Les membres en étaient le commissaire du peuple aux Affaires intérieures de la RSFSR, Petrovski (4), Tchitchérine, qui venait juste d'être nommé adjoint de Trotsky, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, ainsi que le secrétaire permanent de la délégation, Karakhan (5). Sokolnikov, bolchevik depuis 1905, participant actif de la révolution d'Octobre, a péri sous la terreur stalinienne. C'est lui qui, sur mandat du jeune Etat soviétique, a apposé la première signature au bas du traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918.

• **Le traité a été signé, mais il fallait encore le ratifier. On sait que les adversaires de la paix ne se tenaient pas pour battus. Quelle a été la suite des événements ?**

• Sverdlov m'a fait venir chez lui et m'a dit que lui-même et Zinoviev avaient reçu mandat du comité central pour partir à Moscou : selon ses propres termes, il fallait *"convertir à la vraie foi l'organisation moscovite du parti"*, qui se battait contre la paix. *"Vous venez avec nous, préparez-vous vite"*, ajouta-t-il.

(1) David Razianov (1870-1938), directeur de l'Institut Marx-Engels de 1921 à 1931. Fusillé en 1938.

(2) Karl Radek (1885-1939), communiste de gauche en 1918, membre du présidium de l'Internationale communiste de 1920 à 1929. Assassiné au goulag en 1939.

(3) Grigori Sokolnikov (1886-1938), membre du comité central de 1919 à 1927. Condamné à mort au deuxième procès de Moscou.

(4) Gueorgui Tchitchérine (1872-1936), commissaire aux Affaires étrangères de 1918 à 1930.

(5) Lev Karakhan (1889-1937), diplomate soviétique fusillé en 1937

Dans le train, j'appris que se préparait le transfert du gouvernement de Petrograd à Moscou.

Après la conférence du parti, où Sverdlov et Zinoviev obtinrent la majorité sur une résolution de soutien au traité de paix, commença la préparation du transfert du gouvernement et du IV^e Congrès extraordinaire des soviets. Sur proposition de Sverdlov, je fis partie de la commission qui préparait le congrès.

Le gouvernement, dirigé par Lénine, arriva à Moscou le 11 mars. Et le même jour, les diverses capitales, Paris, Londres, Berlin, Rome, Vienne, Sofia, Constantinople, etc., et tous les soviets de députés furent informés que le comité exécutif central des soviets et le Conseil des commissaires du peuple siégeaient désormais à Moscou, et qu'on pouvait les contacter à l'adresse : Kremlin, Moscou.

De toute part arrivaient les délégués au congrès. On les enregistrait vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Quand Sverdlov est arrivé, juste avant l'ouverture du congrès, il a appris que les bolcheviks y étaient majoritaires, il s'est réjoui et s'est exclamé : *"C'est bien, très bien !"*

• Et pourtant, la ratification a encore donné lieu à une âpre bataille. On sait que le groupe des "communistes de gauche", dirigé par Nicolas Boukharine, a continué à défendre ses positions. Les mencheviks et les S-R étaient catégoriquement contre le traité de paix. Comment s'est passé le congrès ?

• 1 246 délégués participaient au congrès. Il a commencé le 14 mars au matin. Tchitchérine a fait une brève com-

munication. Le rapport principal a été fait par Lénine. L'atmosphère était tendue à l'extrême. Les débats étaient houleux, nos alliés d'hier, les S-R de gauche, se désolidarisaient, faisant intervenir leur corapporteur, Kamkov, qui était aussi violent que les mencheviks et les S-R de droite. Le S-R de gauche Steinberg (6) a fait une intervention hystérique, d'autres orateurs, dont Martov (7), ont mis en doute la validité du congrès, disant que c'était *"un congrès de district"*. Le S-R de droite Likhatch s'est permis une attaque violente contre Lénine et le gouvernement. Le présidium lui a retiré le droit à la parole et, comme il refusait de se soumettre, un groupe de délégués l'a éloigné de la tribune. Les mencheviks et les S-R exigeaient que le Conseil des commissaires du peuple démissionne et remette le pouvoir à l'Assemblée constituante. Voilà quelle était la situation. Dans son discours de clôture, Vladimir Ilitch a brillamment répliqué à tous ses adversaires.

Puis, le vote a commencé. Sur 1 166 délégués ayant le droit de vote, 784 se sont prononcés pour la ratification, 261 contre, 115 se sont abstenus (dont 55 "communistes de gauche").

Le traité est entré en vigueur. Le pays a eu le répit dont il avait tant besoin.

**Interview réalisée
par N. Aranovitch.**

***Vetcherniaia Moskva*
(“Moscou Soir”), 14 mars 1989.**

(6) Isaac Steinberg, S-R de gauche, commissaire à la Justice de décembre 1917 à mars 1918.

(7) Iouli Martov (1873-1923), dirigeant menchevique.



Léon Trotsky entouré d'officiers allemands lors de l'arrivée de la délégation soviétique à Brest-Litovsk.